



Procès-Verbal du Conseil Municipal

Séance du 01 février 2023

Nombre de membres			
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	qui ont pris part à la délibération	Quorum
15	15	14 (pour le vote du compte administratif Budget Principal) 15 pour les autres points	8

Date de la convocation : 26/01/2023

Date d'affichage : 26/01/2023

L'an deux mil vingt-trois et le premier février à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de M. Bruno CROUZEVALLE, Maire.

Etaient présents : M. Thierry MICHEL, M. Bernard HENRIET, Mme Barbara GALLEZ-DENQUIN, M. François BIQUEZ, Mme Eve CAUQUIL, M. Thierry COFFINET, Mme Annick DEFONTAINE, M. Philippe GALY, M. Fabrice GUILLOU, M. Julien HERVAULT, M. Bernard FRANCONY, Mme Claire MUS, Mme Emmanuelle PROVENT CHAUZU

Absents excusés : Mme Caroline GAY-PARA qui a donné pouvoir à Mme Eve CAUQUIL

Secrétaire de séance : Mme Eve CAUQUIL

Approbation du Procès-Verbal de la séance du 30 novembre 2022

Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à formuler des remarques sur la rédaction du Procès-Verbal de la réunion du 30 novembre 2022. En l'absence d'observations, le Conseil Municipal approuve ce procès-verbal.

Monsieur le Maire remercie les membres de la Commission d'Action Sociale pour leur participation à la distribution des colis de Noël pour les aînés de la Commune. Une réflexion sur un nouveau principe est à l'étude.

Il remercie l'ensemble du Conseil Municipal pour leur participation à la réussite de cette « première » cérémonie des Vœux. Il précise l'absence remarquée des élus d'AIX-LES-BAINS.

Il indique que le site Internet sera bientôt disponible et remercie Philippe GALY, Barbara GALLEZ-DENQUIN pour leur implication dans l'élaboration de ce site et Marie DISSAC pour le suivi.

Il remercie Philippe GALY pour l'organisation de la formation des élus qui a eu lieu le 07 janvier 2023 et indique qu'un règlement du Conseil Municipal va être mis en œuvre.

Il précise que l'affectation des 6 logements sociaux OPAC sis route du Revard aura bientôt lieu. Une inauguration est prévue fin mars.

Il indique que le règlement du cimetière, en application depuis le 1^{er} janvier 2023 est consultable en Mairie et bientôt sur le site Internet de la Commune. Le règlement de la salle polyvalente est en cours de modifications et sera présenté et délibéré lors d'un prochain Conseil Municipal.

Il informe que suite aux problèmes de déneigement des trottoirs rencontrés Au Revard, et à la demande d'un responsable de Grand Lac, un arrêté du Maire sera pris. Cet arrêté sera transmis aux Communes de Le Montcel et des Déserts afin d'harmoniser notre position et distribué dans les boites aux lettres.

Il informe que la révision allégée du PLUi Grand Lac ex CALB concernant en outre la modification graphique d'une parcelle en zone A pour autorisation de places de stationnement en face de l'école de PUGNY-CHATENOD a été approuvée. La remarque concernant la perméabilisation des sols sur les places créées ainsi que les places existantes (env 10) a été portée et validée.

Il informe qu'un projet de modification N°1 du PLUi Grand Lac ex CALB s'est déroulé du 19 décembre 2022 au 27 janvier 2023.

Il porte à la connaissance du Conseil Municipal de la modification du règlement de collecte des déchets ménagers

ORDRE DU JOUR :

Avis du Conseil Municipal sur le nouveau règlement des Ordures Ménagères

Délibération N°1 : Approbation du Compte de Gestion 2022 – Budget Principal

Délibération N°2 : Compte Administratif 2022 – Budget Principal

Délibération N°3 : Affectation des résultats 2022

Délibération N°4 : Approbation du plan de développement de la lecture publique 2022-2027 – Convention socle

Délibération N°5 : ENEDIS - Convention de servitudes

Délibération N°6 : Organisation du temps de travail des agents communaux

DELIBERATION N° 1 : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2022 – BUDGET PRINCIPAL

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et que le Conseil Municipal ne peut valablement délibérer sur le compte administratif du Maire sans disposer de l'état de situation de l'exercice clos dressé par le Trésorier Principal.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2022 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer,

Après s'être assuré que le Trésorier Principal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le compte de gestion du Trésorier Principal pour l'exercice 2022. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

Ainsi délibéré à l'unanimité

DELIBERATION N° 2 : COMPTE ADMINISTRATIF 2022 – BUDGET PRINCIPAL

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Thierry MICHEL, Adjoint, qui présente le compte administratif 2022 du Budget Principal :

Fonctionnement :	Montant Total des dépenses	602 208.27 €
	Montant Total des recettes	831 796.09 €
	Report en section de fonct (002)	38 421.35 €

Soit un excédent de Fonctionnement : **268 009.17 €**

Investissement :	Montant total des dépenses	209 434.60 €
	Montant total des recettes	318 344.50 €
	Résultat de clôture 2021	450 938.00 €

Soit un excédent d'Investissement : **559 847.90 €**

Excédent Global 827 857.07 €

Monsieur le Maire quitte la salle au moment du vote comme le prévoit la législation. Sur proposition de Thierry MICHEL Adjoint, le Conseil Municipal :

-- **APPROUVE** le compte administratif du Budget Principal 2022.

Ainsi délibéré à l'unanimité

DELIBERATION N°3 : AFFECTATION DES RESULTATS 2022

Considérant que le compte du receveur et le compte administratif 2022 ont été adoptés en début de séance, Monsieur le Maire rappelle qu'il en ressort un résultat de clôture de fonctionnement 2022 qui doit être affecté en 2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **AFFECTE** l'excédent de fonctionnement 2022 d'un montant total de 268 009.17 € ainsi qu'il suit :
- Compte IR 1068 du budget primitif 2022 : **200 000 €**
- Compte FR 002 du budget primitif 2022 : **68 009.17 €**

Ainsi délibéré à l'unanimité

DELIBERATION N°4 : APPROBATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT DE LA LECTURE PUBLIQUE 2022-2027 – CONVENTION SOCLE

Monsieur le Maire explique que l'activité et les missions des bibliothèques sont encadrées par la loi n°2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique. Les services de la Direction de la lecture publique des Départements de la Savoie et de la Haute-Savoie, mis en œuvre dans le cadre du plan de développement de la lecture publique 2022-2027, sont accessibles aux communes et groupements qui respectent le cadre réglementaire établi par la loi.

Afin de pouvoir accéder aux services de la Direction de la Lecture publique, il y a lieu de signer une convention socle avec le Conseil Savoie Mont Blanc pour une durée correspondant à celle de la validité du plan de développement de la lecture publique 2022-2027.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** la convention socle du Plan de Développement de la Lecture publique 2022-2027
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention avec le Conseil Savoie Mont Blanc

Ainsi délibéré à l'unanimité

DELIBERATION N°5 : ENEDIS -CONVENTION DE SERVITUDES

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le document suivant :

- Convention de servitude

Régularisé entre la Société ENEDIS et le Maire de la Commune de Pugny-Châtenod le 02 mars 2022 pour constituer les droits réels nécessaires aux besoins de la distribution publique d'électricité sur les parcelles suivantes appartenant à notre commune :

Commune de PUGNY-CHATENOD
Section C 1692 – Les Tessonnières
Section C 1695 – Les Tessonnières

Moyennant une indemnité de **36 € (trente-six euros)**.

Cette convention prévoit une réitération par acte notarié et pour des questions de commodité, il est proposé une représentation du Maire par procuration de ce dernier (ci-après «MANDANT») au profit de tout collaborateur de l'office de maître Antoine RODRIGUES, Notaire à 74000 ANNECY, 4 Route de Vignières (ci-après « MANDATAIRE»), à l'effet de :

SIGNER tout acte contenant convention de servitudes et/ou de mise à disposition créant des droits réels pour les besoins de la distribution publique d'électricité au profit de la Société dénommée ENEDIS, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 270037000 euros, ayant son siège social à PARIS LA DEFENSE CEDEX (92079), 34 place des Corolles, identifiée au SIREN sous le numéro 444608442 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE (92000) à la charge de toute parcelle lui appartenant

- **FAIRE** toutes déclarations.
- **PASSER et SIGNER** tous actes et pièces, élire domicile, et généralement faire le nécessaire.

Le MANDATAIRE sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu des présentes et des déclarations du MANDANT par le seul fait de l'accomplissement de l'opération, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte notarié constituant ces droits et tous autres documents nécessaires à l'opération, personnellement ou pour des questions de commodité, par procuration au profit de tout collaborateur de l'office de Maître Antoine RODRIGUES, Notaire à 74000 ANNECY, 4 Route de Vignières.

Ainsi délibéré à l'unanimité

DELIBERATION N°6 : ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS COMMUNAUX

Vu le code général de la fonction publique et notamment l'article L. 611-2 ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application des articles L.611-2 et L.621-5 du code général de la fonction publique et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du comité technique en date du 24 novembre 2022

Considérant la nécessité de déterminer les conditions d'exercice du temps de travail des agents au sein de la collectivité.

Monsieur le Maire propose, conformément à l'article L. 611-2 du code général de la fonction publique, d'organiser le temps de travail des agents de la collectivité dans les conditions précisées ci-dessous à compter du 01 janvier 2023.

Champs d'application - Agents concernés

La présente délibération vise à définir les règles qui régissent l'organisation et les conditions d'exécution du travail au sein de la collectivité.

Sont concernés par les dispositions suivantes : les agents titulaires, stagiaires, contractuels, à temps complet, non complet ou temps partiel, des catégories A, B et C.

Durée du travail

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaire : 2 jours x 52 semaines	-104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Jours fériés	-8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillés = Nb de jours x 7 heures	1596 h arrondi à 1 600 h
+ Journée de solidarité	+7h
Total en heures	1 607 heures

Pour des raisons d'organisation et de fonctionnement et afin de répondre aux mieux aux besoins des usagers, il convient d'instaurer pour certains services des cycles de travail différents. Il est proposé au conseil municipal de valider les modalités d'organisation du temps de travail suivantes :

- Durée hebdomadaire de travail

Le temps de travail hebdomadaire en vigueur au sein de la commune est fixé à 35 h 00 et 36 h 30, par semaine.

Le nombre de jours de congés annuels accordés aux agents respecte la réglementation (cinq fois les obligations hebdomadaires de travail), soit pour un agent travaillant cinq jours par semaine, vingt-cinq jours de congés.

En fonction de la durée hebdomadaire de travail, les agents bénéficieront de jours de réduction de temps de travail (ARTT) afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1 607 heures.

Durée hebdomadaire de travail	35 h 00	36 h 30
Nombre de jour ARTT pour un agent à temps complet	0	9

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail. Les absences au titre des congés pour raison de santé réduisent à due proportion le nombre de jours ARTT que l'agent peut acquérir. Ne sont, toutefois, pas concernés les congés de maternité, adoption ou paternité et les autres congés particuliers comme le congé pour exercer un mandat électif local, les décharges d'activité pour mandat syndical, ou encore le congé de formation professionnelle.

Temps de travail effectif

Le temps de travail s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles (article 2 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature).

Les absences liées à l'exercice du droit syndical et le temps pendant lequel l'agent suit une formation professionnelle sont considérés comme du temps de travail effectif.

Le temps exclu du temps de travail effectif comprend notamment :

- la pause méridienne, d'une durée de 45 minutes minimum, au cours de laquelle l'agent peut vaquer librement à ses occupations ;
- le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail désigné comme tel par l'employeur ;
- les périodes d'astreinte.

Garanties minimales du temps de travail

La réglementation en vigueur prévoit que les agents devront respecter les garanties minimales du temps de travail suivantes :

- ❖ La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives ;
- ❖ Le repos hebdomadaire entre deux semaines de travail et comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à 35 heures ;
- ❖ Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de 11 heures ;
- ❖ La durée quotidienne du travail ne peut excéder 10 heures ;
- ❖ L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures y compris temps de pause et repas ;
- ❖ Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes. Ce temps de pause réglementaire est considéré comme du travail effectif et doit donc être rémunéré ;

- ❖ Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de 7 heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures ;
- ❖ Un agent ne peut effectuer plus de 25 heures supplémentaires par mois. Pour les agents à temps non complet, ce contingent de 25 heures mensuelles est à décompter à partir du seuil de 35 heures hebdomadaires, les heures réalisées en-deçà étant des heures complémentaires.

Ces prescriptions minimales s'appliquent également aux agents à temps non complet intervenant dans plusieurs collectivités ou établissements publics.

Contrôle du temps de travail

Chaque responsable de service s'assure du respect des cycles de travail de ses agents dans le cadre des dispositions susvisées.

Cycles de travail

Le cycle de travail est la période de référence de l'organisation du temps de travail. Le cycle de travail des agents est organisé de manière hebdomadaire

Les cycles sont définis comme suit :

Service Administratif :

- Cycle hebdomadaire : 35 h sur 5 jours
- Cycle hebdomadaire : 28 h sur 5 jours

Les agents devront organiser leurs horaires de travail à l'intérieur des cycles, en accord avec leur responsable hiérarchique direct. Les plages minimums de travail au cours desquelles tout agent doit être présent, complétées jusqu'au temps légal en fonction des nécessités de service, sont arrêtées comme suit :

- matin : 8 h 00 / 12 h 00
- après-midi : 13 h 30 / 19 h 00

L'organisation du temps de travail dans les services ne doit pas générer de diminution de l'amplitude horaire d'ouverture au public. Pour les cycles qui le prévoient, la pause méridienne devra être prise obligatoirement entre 12 h 00 et 13 h 30.

Service Technique :

- Cycle hebdomadaire : 35 h sur 5 jours
- Cycle hebdomadaire : 36 h 30 sur 5 jours donnant droit à 9 jours ouvrés de ARTT par an

Les agents devront organiser leurs horaires de travail à l'intérieur des cycles, en accord avec leur responsable hiérarchique direct. Les plages minimums de travail au cours desquelles tout agent doit être présent, complétées jusqu'au temps légal en fonction des nécessités de service, sont arrêtées comme suit :

Hiver :

- matin : 7 h 30 / 12 h 00
- après-midi : 13 h 00 / 16 h 30

Eté : (période juin à août)

- journée continue: 6 h 00 / 14 h 00

L'organisation du temps de travail dans les services ne doit pas générer de diminution de l'amplitude horaire d'ouverture au public.

Pour les cycles qui le prévoient, la pause méridienne devra être prise obligatoirement entre 12 h 00 et 14 h 00 (sauf pour la période en journée continue).

Service d'entretien et de restauration scolaire :

- Cycle de travail avec temps de travail annualisé. Il est organisé sur le rythme scolaire

Les plages maximums de travail sont arrêtées comme suit :

- 8 h 15 / 20 h 00

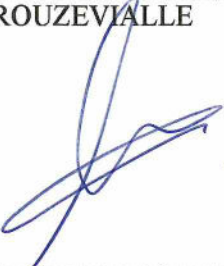

L'organisation du temps de travail dans les services ne doit pas générer de diminution de l'amplitude horaire d'ouverture au public. Pour les cycles qui le prévoient, la pause méridienne devra être prise obligatoirement avant ou après le service de restauration scolaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- **D'APPROUVER** le dispositif portant définition, durée et organisation du temps de travail des agents.

Ainsi délibéré à l'unanimité

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que ci-dessus. Ont signé au registre, comprenant les délibérations N°01 à 06, le Maire et la secrétaire

<p>Bruno CROUZEVALLE</p>  <p>Maire</p>	<p>Eve CAUQUIL</p>  <p>Secrétaire</p>
---	---



POUVOIR DE POLICE ET REGLEMENT DE COLLECTE

1

MODIFICATION DU REGLEMENT DE COLLECTE

▪ Participation des promoteurs à l'installation des CSE

- Aujourd'hui les promoteurs financent uniquement le génie civil
- GL prend en charge les conteneurs, la collecte et l'entretien (réparations, nettoyage, changement de la signalétique)

A partir de 2023, la totalité de l'équipement sera à charge du promoteur lorsque le point CSE est dédié à l'opération.

▪ Cas du projet Anciens Thermes à Aix-les-Bains

- Création de 219 logements et commerces
- Besoin d'un point de 12 conteneurs, impossible à intégrer
- **Expérimentation de conteneurs à compaction permettant de réduire le besoin à 5 conteneurs avec prise en charge par le constructeur.**

▪ Précision sur l'attribution de bacs roulants aux copropriétés

- Une copropriété peut bénéficier de bacs roulants à partir de 4 logements
- **Nécessité de préciser cette notion pour éviter de démultiplier les bacs.**

▪ Procédure d'approbation du règlement de collecte

- GL dispose de la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et à la charge de mettre en œuvre le service sur le territoire
-
- **Règlement soumis à l'approbation du Conseil Communautaire du 17 janvier 2023**
- Les maires disposent du pouvoir de Police et ont la charge de faire respecter les dispositions du règlement de collecte
- **Règlement soumis à l'avis simple des Conseils Municipaux des 28 communes**
- **Arrêté du Maire de chaque commune dans le cadre de l'application du Pouvoir de Police**